



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE DE L'OUEST

(HORS NIGÉRIA-GHANA)

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

D'ABIDJAN

N° 500 – 13 juillet 2023

Régional

La croissance économique au sein de la CEDEAO devrait se situer à 3,9% en 2023

Le 9 juillet 2023, s'est tenue la 63^{ème} session de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Selon le [communiqué](#), le taux de croissance économique moyen de la CEDEAO devrait se maintenir à 3,9% en 2023, tout comme en 2022. La question de la monnaie unique "Eco" a également été abordée : la Conférence reconnaît l'absence de consensus entre les Etats concernant certains aspects liés au Pacte de convergence et de stabilité macroéconomique. Ainsi, elle prescrit la création d'un Comité de haut niveau qui sera chargé de proposer les modalités pratiques pour assurer la création de l'Eco. Aussi, elle a approuvé la création d'un Fonds spécial pour le financement des programmes devant mener à la mise en place de l'Eco. Par ailleurs, le choix s'est porté sur la Côte d'Ivoire pour abriter le siège de l'Autorité de gestion du corridor Abidjan-Lagos.

[UEMOA : Bientôt un nouveau Pacte de convergence et levée des sanctions contre le Mali](#)

Selon le [communiqué](#) de la session extraordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), tenue le 8 juillet 2023, la croissance économique de l'Union

LE CHIFFRE À RETENIR

3,9%

La projection du taux de croissance économique de la CEDEAO pour 2023

devrait s'établir à 7% en 2023 (contre +5,9% en 2022) tandis que l'inflation déclinerait à 4,4% (contre +7,4% en 2022). La Conférence a instruit la Commission de l'UEMOA de soumettre, pour 2023, un nouveau Pacte de convergence, de stabilité et de croissance. Pour rappel, le pacte de convergence avait été suspendu en avril 2020 en raison de la pandémie à COVID-19. Enfin, la Conférence a décidé de la levée de la suspension du Mali des organes et institutions de l'UEMOA prise le 9 janvier 2022.

[La Corée du Sud lance l'initiative "K-rice belt" en Afrique subsaharienne](#)

Le 10 juillet 2023, la Corée du Sud [a procédé](#) au lancement de l'initiative "K-rice belt", en partenariat avec 8 pays africains, dont 5 en Afrique de l'Ouest (Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Gambie, Sénégal) afin de développer la riziculture en Afrique. Cette initiative permettra notamment de fournir des variétés de riz de qualité et de partager son savoir-faire agricole, contribuant ainsi à garantir de façon durable la sécurité alimentaire des pays. Dès cette année, l'initiative devrait permettre de récolter environ 2 000 tonnes de variétés de riz, et plus de 10 000

tonnes par an à partir de 2027, qui permettra de nourrir environ 30 M personnes par an. La Corée du Sud prévoit d'allouer 80 M USD au projet d'ici 2027 et pourrait l'étendre à d'autres pays africains. En 2020, l'Afrique aurait consommé 301,2 M tonnes de riz, mais n'en aurait produit que 210,5 M tonnes.

🍷 Bénin

164 M EUR de la BafD pour un programme d'assainissement des eaux pluviales

Le Conseil d'administration de la Banque africaine de développement (BAfD) [a approuvé](#) le 5 juillet 2023 l'octroi d'un prêt de 164,3 M EUR pour la mise en œuvre du Programme d'assainissement pluvial des villes secondaires (PAPVS). Le financement comprend un prêt de 118,8 M EUR de la BAfD et un second de 45,5 M EUR de *l'Africa Growing Together Fund (AGTF)*, un fonds cofinancé par la BAfD et la Banque populaire de Chine. En complément de ces financements, il est attendu 13,8 M EUR de la part de l'Etat béninois. Le projet sera mis en œuvre dans 4 villes secondaires (Porto-Novo, Ouidah, Bohicon et Abomey) et a pour objectif de réduire les risques d'inondations et d'assainir le cadre de vie des populations. Le programme constitue une première réponse aux faiblesses des systèmes de drainage pluvial dans les centres urbains via (i) la construction d'infrastructures d'assainissement et (ii) la mise en place d'un mécanisme de gestion des déchets et d'entretien des ouvrages.

🍷 Burkina Faso

Performance mitigée des sociétés d'Etat en 2022

Le 22 juin 2023, à l'occasion de la 31^{ème} session de [l'Assemblée générale des sociétés d'Etat](#), le Premier ministre a passé en revue le [document de synthèse](#) des 19 sociétés d'Etat. Il en ressort qu'elles ont réalisé un chiffre d'affaires cumulé de 1 694,5 Mds FCFA (2,6 Mds EUR) en 2022, soit une hausse de 26,8% par rapport à 2021.

Toutefois, la valeur ajoutée cumulée a légèrement diminué (-0,1%) pour s'établir à 238,5 Mds FCFA (363,6 M EUR). En outre, le résultat net global s'est établi à 76,7 Mds FCFA (116,9 M EUR), en légère baisse de 1,8% par rapport à 2021. A noter que 15 entreprises (contre 16 en 2021) ont réalisé un bénéfice en 2022. Par ailleurs, la contribution directe au budget de l'Etat de ces sociétés s'est élevée à 519,6 Mds FCFA (792,2 M EUR) en 2022 soit une hausse annuelle de 39,7%.

La production d'or en baisse d'environ 10% g.a au premier semestre 2023

La production d'or au [premier semestre 2023](#) est estimée à 27,4 tonnes, en baisse de 9,9% par rapport au premier semestre 2022. La société minière canadienne Essakane aurait réalisé 22,9% de la production totale, suivie par Houndé Gold (13,7%), SOMISA (12,2%) et Bissa Gold (11,9%). En juin 2023, on note la reprise de la mine de Taparko avec 36,4 Kg d'or exportés et l'entrée en production de la mine de Yimiougou (184 Kg). La production globale du premier semestre a généré 1 034,5 Mds FCFA (1,6 Md EUR) de recettes d'exportation, 51,1 Mds FCFA (77,9 M EUR) de royalties et 46,2 Mds FCFA (70,4 M EUR) de recettes au profit du Fonds minier de développement local (FMDL). Malgré la baisse de la production, cette performance a été possible grâce à bonne tenue du cours de l'or, qui a oscillé entre 2 029,6 et 1 900 USD l'once durant le semestre.

Bientôt les collectivités territoriales pourront mettre en œuvre des PPP

[L'atelier de validation](#) du projet de décret portant modalités de mise en œuvre du Partenariat public-privé (PPP) par les collectivités territoriales s'est tenu le 27 juin 2023. Selon le ministre délégué chargé du Budget, l'option du gouvernement de recourir aux PPP s'explique par l'insuffisance des ressources de publiques et la volonté de diversification des sources de financement de certains projets en vue d'une meilleure implication du secteur privé dans la mise en œuvre du programme d'investissement. Les investissements qui s'inscriront dans le cadre

du PPP devront tenir compte de la capacité financière de chaque collectivité territoriale et **respecter les procédures de l'Autorité de régulation de la commande publique (ARCOP)**. Le projet a bénéficié d'un appui financier de la Coopération suisse.

🍷 Cap-Vert

Lancement d'un projet pour le développement de l'agroécologie

Le [projet](#) Stratégies agroécologiques pour une agriculture résiliente en Afrique de l'Ouest (CIRAWA), financé **par l'UE dans le cadre du programme Horizon Europe**, a été officiellement lancé au Cap-Vert le 10 juillet 2023. D'un montant de 6,9 M EUR et d'une durée de 54 mois, le CIRAWA a pour objectif de développer **l'agriculture respectueuse de l'environnement au Cap-Vert**, au Sénégal, en Gambie et au Ghana. L'objectif final est d'accroître la résilience de l'approvisionnement alimentaire face au changement climatique.

🍷 Côte d'Ivoire

La BAfD accorde 75 M EUR pour renforcer la digitalisation de l'administration

Le Conseil d'administration de la Banque africaine de développement (BAfD) [a approuvé](#) un prêt de 75 M EUR en faveur du **Projet d'appui au renforcement de l'administration électronique**. Ce financement s'ajoutera aux 20 M EUR accordés par la coopération allemande et à la contribution de 16 M EUR **de l'Etat ivoirien**. Le projet vise à améliorer la gouvernance, la qualité et la couverture des services publics offerts aux citoyens grâce à la digitalisation des procédures administratives. Il comprend entre autres la construction d'un datacenter et la mise en place d'un centre d'opérations de sécurité, **ainsi que l'établissement d'une** plateforme administrative en ligne à destination des fonctionnaires et des usagers. Il permettra ainsi de renforcer la protection des données

personnelles et de simplifier les démarches **administratives, notamment par l'accroissement** de la productivité des agents publics.

Prêt de 75 M USD de la BADEA pour la construction de logements sociaux

Le 10 juillet 2023, la Côte d'Ivoire et la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA) [ont signé](#) un accord de prêt de 75 M USD dans le cadre du Programme de construction de 7 500 logements économiques et sociaux à Abidjan, Bouaké et Yamoussoukro. Ce financement permettra en particulier réalisation de 1 240 logements et la viabilisation primaire et secondaire de terrains dans les communes de Yopougon et Attécoubé. Selon le ministre de **l'Economie et des Finances**, la Côte d'Ivoire connaît un taux d'urbanisation de 52% et fait face à un déficit de logements estimé à environ 600 000 logements. **A noter qu'en plus** de la BADEA, ce projet devrait bénéficier de **l'accompagnement de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), la Banque Islamique de Développement (BID), le Fonds d'Abu Dhabi** et la Banque Africaine de Développement (BAD).

🍷 Guinée

L'inflation à Conakry s'établit à 8% en g.a. en mai 2023

L'inflation s'est élevée à 8% en glissement annuel (g.a.) à Conakry en [mai 2023](#). Ce niveau d'évolution est principalement porté par la hausse des prix de **l'alimentation et des boissons non alcoolisées (+18,1 % en g.a.)**, du poste "logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles" (+52,6 % en g.a.), des transports (+20,8 % en g.a.), des restaurants et hôtels (+9,8% en g.a.) et des articles d'**habillement** et chaussures (+19,6% en g.a.). **A l'inverse, une** diminution significative des prix est observable au niveau des communications (-67,7% en g.a.). Une analyse transversale permet de constater que les produits frais (+16,6% en g.a) et les produits énergétiques (+42,6% en g.a) sont ceux qui ont le plus contribué à la hausse. De même,

les produits du secteur primaire ont enregistré une hausse de 37,1% en g.a. contre 6,5% pour le secteur tertiaire.

🍷 Mauritanie

La BMI obtient 20 M EUR de la BEI et une garantie de portefeuille de 3,2 M EUR du FEDD pour financer le secteur privé

La Banque mauritanienne d'investissement (BMI) [a obtenu](#) 20 M EUR sous la forme d'un prêt de long terme de la part de la Banque européenne d'investissement (BEI), en plus de 3,2 M EUR de garantis de portefeuille par le Fonds européen de développement durable (FEDD). Ces financements iront en priorité aux PME et aux ETI, avec au moins 60% du montant du prêt affecté à **des entreprises soutenant l'emploi des jeunes et des femmes**, soit 30% pour chacune des cibles. A terme, ces fonds pourraient permettre à la BMI de débloquer 40 M EUR pour le secteur privé mauritanien. Cette opération marque la première coopération entre la BEI et le secteur financier de la Mauritanie depuis 2006 et s'inscrit dans le nouvel accord entre la Commission européenne et la BEI pour le financement du secteur privé dans les pays ACP pour la période 2023-2027.

🍷 Niger

Approbation par le FMI de la 3^{ème} revue FEC et d'un montant de 131,5 M USD au titre de la FRD

Le 7 juillet 2023, le Conseil d'Administration du Fonds Monétaire International (FMI) [a approuvé](#) (i) la troisième revue du programme appuyé par la Facilité élargie de crédit (FEC), permettant le décaissement de 19,7 M DTS (26,3 M USD) – portant le total des décaissements à 138,4 M DTS (184,1 M USD) sur une enveloppe globale de 197,4 M DTS (275,8 M USD). Le programme a également été de 6 mois, portant ainsi son échéance à juin 2025 afin de permettre aux autorités d'exécuter des réformes essentielles et

d'accompagner leurs efforts de rééquilibrage des finances publiques. Enfin, le Conseil a approuvé un accord de financement de 98,7 M DTS (131,5 M USD) au titre de la Facilité pour la résilience et la durabilité (FRD) qui soutiendra les investissements et les réformes renforçant la résilience au changement climatique **jusqu'en juin 2025**. Pour rappel, la croissance économique au Niger est projetée à 7% en 2023, puis à 13% en 2024, à la faveur du démarrage des exportations de pétrole brut à travers le nouvel oléoduc qui s'étend jusqu'à la côte béninoise.

Annnonce d'une aide budgétaire de l'UE de 66 M EUR pour 2023

Le 5 juillet 2023, à l'occasion d'un entretien avec le Président nigérien, le Haut Représentant de l'UE [a annoncé](#) qu'un nouvel appui budgétaire de 66 M EUR sera octroyé au Niger en 2023, qui porterait **l'enveloppe totale de financements de l'UE** en faveur de du pays à 500 M EUR sur la période 2021-2023. Cette nouvelle enveloppe **doit permettre de développer l'énergie solaire, d'investir dans l'éducation et de renforcer la coopération militaire** avec le Niger.

Dons de milliers de tonnes de vivres pendant les mois de soudure

Les autorités du Niger ont annoncé le 6 juillet 2023 le [lancement des distributions](#) gratuites de de vivres aux paysans frappés par les mauvaises récoltes dans le pays. Cette opération a débuté dans la région de Tillabéri et devrait se poursuivre **jusqu'au mois d'août**. Au total 270,6 Mds FCFA (412,5 M EUR) sont prévus dans le cadre du plan de soutien aux populations vulnérables, évaluées à 1,5 M de personnes dans 8 régions du pays. **L'ONU estime que 17% de la population nigérienne aura besoin d'une assistance humanitaire en 2023**. Cette situation découle **selon les ONG de l'augmentation des populations fuyant les attaques terroristes**. Au 30 juin dernier, le Haut-Commissariat pour les **réfugiés de l'ONU (HCR) estimait le nombre des déplacés internes au Niger à 358 185 personnes**.

🇸🇳 Sénégal

315 M EUR mobilisés lors de la 1^{ère} édition du forum Invest In Sénégal

Tenu du 6 au 8 juillet 2023, [le forum Invest in Sénégal](#) a été l'occasion pour le gouvernement de récolter près de 315 M EUR, dont 80% sous forme d'investissements non générateurs de dette publique, a indiqué le Premier ministre. A noter que le projet central **qui a fait l'objet d'un accord d'investissement** entre l'APIX, Arise, NRC et AFC porte sur le développement de la zone économique spéciale de Diass pour un montant de 265 M EUR. En outre, le Premier ministre a également souligné la signature de plusieurs **lettres d'intentions d'investissements privés**, notamment pour l'exploitation pétrolière et gazière, l'assainissement urbain et les zones économiques spéciales. L'événement aura réuni plus de 3 200 participants de plus de 60 pays.

Plus de 80 M USD pour la transformation de l'éducation sur la période 2023-2027

Dans le cadre du Partenariat mondial pour l'éducation soutenu par plusieurs partenaires techniques et financiers, le Sénégal [va bénéficier](#) de 3 financements pour la période 2023-2027. Ces financements concernent le renforcement des capacités du système éducatif (2,4 M USD), la transformation du système éducatif (38,2 M USD) et la mise en place d'un fonds à effet multiplicateur (40 M USD). Ils interviennent suite au lancement d'un **pacte de financement** – avec l'Agence française de développement, l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) et l'Union européenne (UE) – qui permet de garantir l'efficacité des financements.

Le taux d'électrification s'établit à 85% en milieu urbain et 60% en milieu rural

La ministre du Pétrole et des Energies, [interrogée](#) le 10 juillet 2023 par le Haut conseil des collectivités territoriales, a indiqué que le **taux d'électrification s'établissait à 85% en milieu urbain et 60% en milieu rural** en 2022. Une enveloppe de 631 Mds FCFA (962 M EUR) devrait être nécessaire pour couvrir les investissements **de mise en œuvre des différents programmes** (concernant les systèmes photovoltaïques notamment) en zones rurales. Parmi les localités en zones rurales à électrifier, 52% le seront via le raccordement à un réseau électrique moyenne tension, 32% via des systèmes photovoltaïques individuels et 16% via des mini centrales solaires.

🇲🇵 Togo

3 M USD de l'USAID en soutien aux populations déplacées au nord

L'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) a annoncé le [10 juillet](#) 2023 une [aide de 3 M USD](#) en vue de contribuer à la prise en charge des 460 000 personnes dans le nord du Togo affectées par des violences ou déplacés en raison des attaques terroristes. Cette aide permettra aux partenaires de l'USAID, le Programme alimentaire mondial (PAM) et *Catholic relief services* (CRS), de fournir une assistance nutritionnelle tant aux personnes **déplacées et qu'aux populations vulnérables** de la région d'accueil. En particulier, ce financement permettra de couvrir les besoins de base **d'environ 27 000 personnes** et de fournir à 37 000 personnes supplémentaires une aide alimentaire pendant la période de soudure.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.trésor.economie.gouv.fr/tresor-international